



Résumé d'entrevue : Jenny Kwan

Jenny Kwan, députée de Vancouver-Est (Nouveau Parti démocratique), a été interviewée par des avocats de la Commission le 15 février 2024.

Notes au lecteur

- Les avocats de la commission ont fourni des notes explicatives entre crochets pour aider le lecteur.
- Ce résumé contient des informations relatives aux divisions (a)(i)(A) et B du mandat de la commission. Les informations fournies au cours des entrevues qui ont trait à d'autres aspects du mandat de la commission ont été omises du présent résumé, mais pourraient être présentées par la commission à un stade ultérieur de ses travaux.

1. Contexte

- [1] Jenny Kwan est la députée fédérale de Vancouver-Est. Elle est membre du Nouveau Parti démocratique et a été élue pour la première fois à la Chambre des communes en 2015. Elle a été réélue en 2019 et en 2021. Elle a précédemment été membre de l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique de 1996 à 2015 sous la bannière du NPD provincial, et a été membre du cabinet provincial de 1998 à 2001. Elle est entrée en politique en 1993, lorsqu'elle a été élue au conseil municipal de Vancouver.

1.1 La vie avant la politique

- [2] M^{me} Kwan a immigré de Hong Kong à Vancouver avec sa famille à l'âge de 9 ans. Ses parents ont eu du mal à trouver un emploi et un logement en tant que Néo-Canadiens, et les premières années au Canada ont été difficiles.
- [3] Avant de se lancer en politique, M^{me} Kwan était avocate communautaire et travaillait principalement dans le quartier Downtown East Side de Vancouver. Elle a défendu les intérêts des membres de la communauté qui se heurtaient à des obstacles dans leurs relations avec les organismes gouvernementaux pour diverses raisons, notamment des

problèmes de santé mentale et de toxicomanie, un manque d'éducation et des barrières linguistiques. L'un de ses principaux domaines d'intervention était le logement.

1.2 Conseil municipal et Assemblée législative de la Colombie-Britannique

- [4] M^{me} Kwan s'est présentée au conseil municipal de Vancouver en 1993. Elle a remporté l'élection et est devenue la plus jeune conseillère municipale élue dans cette ville.
- [5] En 1996, elle s'est présentée à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique et a été l'une des deux personnes sino-canadiennes élues cette année-là. Elle est devenue la première Canadienne d'origine chinoise de l'histoire de la Colombie-Britannique à entrer au Conseil des ministres lorsqu'elle a été nommée ministre des Affaires municipales. Elle a ensuite occupé les postes de ministre de l'Égalité des femmes et de ministre du Développement communautaire, des Coopératives et du Bénévolat.
- [6] M^{me} Kwan a quitté la politique provinciale en 2015, lorsque sa mentore, Libby Davies, a quitté son poste de députée fédérale de Vancouver-Est. M^{me} Kwan a été encouragée par son entourage à se présenter et ses électeurs ont massivement soutenu sa décision. Elle a été élue députée fédérale de Vancouver-Est en 2015 et réélue en 2019 et 2021.

1.3. Circonscription de Vancouver-Est

- [7] M^{me} Kwan considère ses électeurs comme des membres actifs de la communauté, engagés socialement et politiquement. Ils font souvent preuve d'une mobilisation remarquable et s'unissent pour apporter des changements positifs dans leur communauté.
- [8] De nombreux quartiers confèrent à la circonscription de Vancouver-Est son caractère distinctif, notamment Commercial Drive, Main Street, Hastings Sunrise (également appelé East Village), Downtown East Side, Japantown et Chinatown.
- [9] M^{me} Kwan a expliqué que Vancouver-Est est l'une des communautés les plus diversifiées du Canada et qu'elle abrite le quartier chinois historique de Vancouver – le plus grand quartier chinois et le deuxième en ancienneté au Canada, et le deuxième en taille en Amérique du Nord. Des « associations de bienfaisance » ou « associations de clans » ont été créées par des immigrants chinois pour se soutenir mutuellement et forger des

liens d'amitié. Cela était particulièrement important à l'époque où les Chinois étaient confrontés à une forte discrimination et à l'isolement.

1.3.1 Les « Cinq grandes » associations communautaires chinoises

- [10] Selon M^{me} Kwan, bien qu'il existe de nombreuses organisations communautaires chinoises à Vancouver-Est, cinq organisations se sont imposées comme chefs de file dans l'organisation d'événements majeurs au sein de la communauté. Leur émergence a été favorisée par l'attitude historiquement discriminatoire du Canada à l'égard des Chinois.
- [11] Les organisations qu'elle décrit comme « le cœur de la communauté chinoise » sont les suivantes :
- a. la **Chinese Benevolent Association of Vancouver (« CBA »)** (l'association chinoise de bienfaisance de Vancouver)
 - b. les Chinese Freemasons of Canada (les francs-maçons chinois du Canada)
 - c. le Chinese Cultural Centre (le centre culturel chinois)
 - d. la Vancouver Chinatown Merchants Association (l'association des commerçants du quartier chinois de Vancouver)
 - e. la **United Chinese Community Enrichment Services Society («S.U.C.C.E.S.S.»)** (la société des services d'enrichissement de la communauté chinoise unie)
- [12] M^{me} Kwan appelle ces organisations les « Cinq grandes ». Ces dernières, ainsi que d'autres, ont historiquement apporté leur soutien aux immigrants chinois arrivant au Canada en leur fournissant un logement et en les aidant à créer des entreprises, ainsi qu'en offrant des services de réinstallation.
- [13] Les Cinq grandes peuvent avoir une influence politique importante au sein de la communauté chinoise de Vancouver et, plus particulièrement, dans la circonscription de M^{me} Kwan, où elles ont généralement leur siège.

2. S'exprimer contre le gouvernement de la République populaire de Chine (« RPC »)

- [14] M^{me} Kwan a toujours défendu les droits de la personne, par exemple en commémorant le massacre de la place Tiananmen. Elle a participé à de nombreux rassemblements communautaires en tant que militante et élue.
- [15] Les inquiétudes de M^{me} Kwan concernant les politiques de la RPC, en particulier à l'égard de Taïwan, de Hong Kong et de la communauté ouïghoure, se sont intensifiées vers 2019. Au fur et à mesure que ses préoccupations à l'égard des politiques de la RPC grandissaient, ses activités de défense des droits se sont multipliées en réponse.
- [16] En août 2019, après la répression policière de manifestants pacifiques à Hong Kong contre la loi controversée de Hong Kong sur l'extradition, M^{me} Kwan a pris la parole lors d'un rassemblement communautaire organisé pour soutenir les Hongkongais, appelant à la fin des brutalités policières, à l'ouverture d'une enquête indépendante et au retrait de la loi. Elle a été la seule représentante élue de tous les paliers de gouvernement à participer à ce rassemblement et à y prendre la parole.
- [17] En 2020, elle a voté en faveur d'une motion de la Chambre des communes reconnaissant le génocide des Ouïghours. La motion avait été présentée par le député Michael Chong, à la suite de la conclusion du Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, selon laquelle le traitement par la Chine de ses populations ouïghoures équivaut à un génocide. En mars 2021, la Chine a sanctionné le député Chong et le sous-comité.
- [18] En juillet 2020, debout sur un camion à plate-forme, M^{me} Kwan a pris la parole lors d'un rassemblement devant le consulat de Chine. Le consulat est équipé de caméras de sécurité installées à l'extérieur, près de sa porte, ce à quoi elle n'avait pas pensé à l'époque. Elle a vu les caméras se déplacer, ce qui signifiait qu'elles capturaient des images des personnes qui se rassemblaient autour de la zone. Certains manifestants portaient des masques et des chandails à capuche pour éviter d'être identifiés. D'autres tenaient des pancartes en hauteur pour bloquer les caméras. Certains manifestants se sont quant à eux tenus de l'autre côté de la rue, craignant d'être filmés. M^{me} Kwan était la seule élue

présente. Elle n'a pris aucune précaution pour dissimuler son identité et s'est exprimée bien en vue à l'arrière d'un camion à plate-forme.

- [19] À la même époque, en 2020 et 2021, elle a également exprimé son soutien à Taïwan. Taïwan souhaitait obtenir le statut d'observateur auprès de l'Organisation mondiale de la Santé et de l'Assemblée mondiale de la Santé pendant la pandémie de COVID-19. M^{me} Kwan a soutenu le désir de Taïwan de rejoindre la communauté internationale et d'offrir ses connaissances et son expertise en réponse à la pandémie.

3. Influence des médias de langue chinoise

- [20] Selon Mme Kwan, les deux journaux de langue chinoise les plus populaires au sein de la diaspora canadienne chinoise sont le *Ming Pao Daily* et le *Sing Tao Daily* (ce dernier étant désormais uniquement publié en ligne). Ces journaux ont été utilisés par certaines associations communautaires chinoises pour exprimer leur soutien aux politiques de la RPC.
- [21] Par exemple, le 20 août 2019, la CBA a coordonné les activités d'une coalition de groupes communautaires chinois – dont la Hong Kong Canadians on Hong Kong Situation Association (l'association des Canadiens de Hong Kong sur la situation à Hong Kong) fondée par Pak Hang Tse, les francs-maçons chinois du Canada et d'autres groupes – et a acheté des espaces publicitaires dans ces deux journaux. Les annonces soutenaient l'administration de Hong Kong et la répression policière contre les manifestants qui avait eu lieu deux mois plus tôt¹.
- [22] Le 2 juin 2020, la CBA a également coordonné 300 organisations pour qu'elles se regroupent et placent une annonce dans ces journaux afin de soutenir la Loi sur la sécurité nationale de la RPC pour Hong Kong, qui avait été adoptée à peine quelques jours plus tôt, le 28 mai 2020. Parmi ces organisations figuraient la CBA, la Hong Kong Canadians on Hong Kong Situation Association et les francs-maçons chinois du Canada.

¹ Voir JKW0000067.

- [23] Au cours de l'été 2020, la CBA et la Hong Kong Canadians on Hong Kong Situation Association ont lancé une pétition s'opposant à une autre pétition présentée à la Chambre des communes appelant à des sanctions contre l'adoption de la Loi sur la sécurité nationale de la RPC pour Hong Kong. Le 11 août 2020, la pétition a été envoyée aux députés du Parlement. Elle exprimait l'opinion de 130 groupes chinois, représentant 20 000 membres².
- [24] CHMB AM 1320 est une station de radio basée à Vancouver qui diffuse une programmation en chinois. Selon M^{me} Kwan, les médias d'État chinois ont pu acheter du temps d'antenne sur cette station pour diffuser des messages qui épousent leur discours. CHMB compte de nombreux commentateurs pro-RPC, dont d'anciens présidents de la CBA et deux membres de la Chinese People's Political Consultative Conference (la conférence consultative politique du peuple chinois), qui reprennent les messages du **Parti communiste chinois (« PCC »)** sur diverses questions, notamment La loi sur la sécurité nationale pour Hong Kong et la négation du génocide des Ouïghours.
- [25] M^{me} Kwan s'est inquiétée du fait que des médias de langue chinoise sont utilisés pour propager les points de vue de la RPC à partir du Canada.

4. Réunions du SCRS

- [26] Le 6 août 2021, le SCRS a rencontré M^{me} Kwan et son personnel pour attirer leur attention sur d'éventuels problèmes d'ingérence étrangère.
- [27] Le 8 octobre 2021, M^{me} Kwan s'est entretenue avec le SCRS au sujet d'un possible cas d'ingérence étrangère dans les élections de 2021 (décrit plus bas).
- [28] Le 26 mai 2023, M^{me} Kwan a reçu un briefing classifié du SCRS, qui l'a informée qu'elle était une cible de l'ingérence étrangère du PCC et qu'elle serait une « cible permanente » pour ce parti jusqu'à la fin de ses jours, même après son retrait de la vie politique. M^{me} Kwan n'a communiqué aucune information classifiée tirée de la séance d'information du SCRS au cours de son entrevue avec la Commission.

² Voir JKW0000067_Attachment01.

5. Changement dans les relations entre M^{me} Kwan et les organisations communautaires

- [29] M^{me} Kwan a indiqué que sa relation avec les organisations communautaires chinoises, y compris les Cinq grandes, a évolué au fil du temps. Lorsqu'elle était en politique municipale et provinciale, elle a travaillé avec de nombreuses organisations et a collaboré avec elles. Ils entretenaient de bonnes relations et parvenaient à trouver un terrain d'entente pour soutenir la communauté.
- [30] M^{me} Kwan a déclaré qu'il y a eu un « changement sismique » dans ses relations avec ces organisations. Ce changement a commencé à se manifester en 2019 et les relations se sont détériorées avec l'escalade des manifestations à Hong Kong. Le changement était le plus manifeste en ce qui a trait aux invitations aux événements communautaires, qui sont généralement interprétées comme un signe de respect ou de mépris et qui expriment l'approbation ou la désapprobation. Bien que les exemples soient nombreux, M^{me} Kwan en a souligné trois.
- [31] Un exemple concerne sa rencontre annuelle avec des personnes âgées dans l'un des projets d'habitation gérés par les francs-maçons chinois du Canada. Depuis 2015, M^{me} Kwan s'est rendue régulièrement dans ce projet d'habitation pour informer les résidents de son travail à Ottawa et pour célébrer le Nouvel An lunaire avec eux. Cette visite est particulièrement importante étant donné qu'il s'agit de personnes âgées de la communauté. En 2022, M^{me} Kwan n'a pas effectué cette visite à cause de la COVID-19. Toutefois, en janvier 2023, après la fin de la pandémie, on l'a empêchée d'organiser sa rencontre annuelle avec les personnes âgées à l'occasion du Nouvel An lunaire. Son bureau a été informé que les « hautes sphères », vraisemblablement le conseil d'administration, avaient refusé. Elle n'a pas été informée des raisons de ce refus. Même scénario en 2024. Elle se demande s'il ne s'agit pas là d'un exemple d'ingérence étrangère.
- [32] Un autre exemple possible d'ingérence étrangère concerne la célébration annuelle du Nouvel An lunaire, organisée par la CBA et la Canada Guangdong Community Federation (la fédération de la communauté de Guangdong du Canada) le 30 janvier 2022.

L'événement a eu lieu dans la circonscription de M^{me} Kwan. C'était le premier événement communautaire après la pandémie de COVID-19. Il s'agit d'une importante célébration communautaire du Nouvel An lunaire organisée dans le quartier chinois. Le député et le maire de Richmond ont été invités, mais ni M^{me} Kwan, députée de la circonscription, ni Kennedy Stewart, maire de Vancouver à l'époque, n'ont reçu d'invitation. M. Stewart avait refusé de rencontrer les représentants de la RPC afin de démontrer sa solidarité et son soutien aux députés sanctionnés par la Chine en raison de leur position sur le génocide des Ouïghours. Leur absence était « flagrante » puisque l'événement se déroulait dans la circonscription de M^{me} Kwan.³

[33] Un troisième exemple possible d'ingérence étrangère est l'ouverture officielle du **Chinese Canadian Museum (le musée canadien chinois – « CCM »)** en 2023. Le CCM est situé dans la circonscription de M^{me} Kwan. Il commémore l'histoire des Canadiens d'origine chinoise et est le premier du genre au Canada. Bien que M^{me} Kwan ait été invitée à assister à l'événement, contrairement à d'autres dignitaires fédéraux, elle ne s'est pas vu offrir de siège attitré. De plus, elle n'a pas été saluée lors de l'allocution d'ouverture, alors que certains élus qui étaient sur place ont été présentés. On ne lui a pas non plus demandé de monter sur scène lorsque d'autres élus fédéraux ont été invités à dévoiler une plaque commémorative du gouvernement fédéral marquant le 100^e anniversaire de la *Loi de l'immigration chinoise* de 1923, en dépit du fait qu'elle est la députée de la circonscription. Étant donné que M^{me} Kwan s'est distinguée de nombreuses manières, notamment en étant la première Canadienne d'origine chinoise de l'histoire de la Colombie-Britannique à siéger au cabinet provincial, et qu'elle est la Canadienne d'origine chinoise ayant servi le plus longtemps aux trois paliers de gouvernement, elle a trouvé cette omission difficile à expliquer. L'omission n'est pas non plus passée inaperçue chez les membres de la communauté chinoise.⁴

³ Voir JKW000065_R.

⁴ Voir JKW000066_R.

6. Changement dans l'expérience de M^{me} Kwan avec ses électeurs

- [34] M^{me} Kwan a constaté une augmentation de la peur et de l'appréhension de la part de ses électeurs au cours des cinq dernières années, à partir de 2019.
- [35] Des électeurs canadiens d'origine chinoise lui ont demandé si elle avait manifesté devant le consulat. Lors des élections de 2021, des électeurs, donateurs et sympathisants lui ont dit que parce qu'elle avait manifesté, ils avaient peur de voter pour elle. Ils craignaient que le gouvernement chinois découvre qu'ils avaient voté pour elle ou qu'ils la soutenaient, et que cela compromette la sécurité de leurs familles en Chine. Ils évoquaient ces questions à voix basse avec elle.
- [36] Certains électeurs lui ont adressé des remarques indirectes, comme « concentrez-vous sur les questions locales, pas sur les questions internationales ». M^{me} Kwan pense que cela signifie qu'elle ne devrait pas parler contre la Chine. D'autres électeurs lui disent directement qu'elle ne devrait pas le faire.
- [37] M^{me} Kwan ressent une peur particulière chez les personnes âgées de la communauté chinoise. Elle a tenté de les rassurer en leur disant que personne ne sait pour qui elles ont voté. Si elle n'a pas ressenti cette crainte lors des élections fédérales de 2015, elle l'a remarquée en 2021.

7. Plainte auprès du commissaire aux élections fédérales

- [38] Au cours de la campagne électorale fédérale de 2021, il a été porté à l'attention de M^{me} Kwan qu'un membre éminent de la communauté chinoise de Vancouver, Fred Kwok, organisait un déjeuner gratuit pour soutenir l'adversaire libéral de M^{me} Kwan.
- [39] M^{me} Kwan a décrit M. Kwok comme une figure importante de la communauté chinoise. Il était à l'époque président de la CBA, président du centre culturel chinois et dirigeant national honoraire des francs-maçons chinois du Canada. L'événement a été organisé par M. Kwok à titre personnel et a eu lieu le 29 août 2021.
- [40] M^{me} Kwan avait l'habitude de collaborer et d'entretenir des relations cordiales avec M. Kwok. Peu après être devenue députée fédérale et avoir commencé à s'exprimer

davantage sur les questions concernant la RPC, M^{me} Kwan a remarqué que M. Kwok prenait ses distances et ne lui parlait plus ou ne la reconnaissait plus.

[41] M^{me} Kwan a indiqué qu'il y a eu des messages envoyés sur WeChat [une plate-forme de messagerie instantanée chinoise populaire auprès de la diaspora chinoise] invitant les membres de la communauté à venir au déjeuner pour soutenir son adversaire libéral. Selon M^{me} Kwan, les captures d'écran de ces messages, réalisées le 28 août 2021, indiquent ce qui suit :

Il reste un peu plus de deux semaines avant les élections fédérales. Au fil des ans, la communauté chinoise et le peuple chinois ont longtemps été négligés. Le peuple chinois doit montrer son pouvoir électoral lors de ces élections. ... Les **ressortissants chinois** doivent faire preuve de solidarité. ... Peu importe le nombre de convives, il n'est pas nécessaire de payer. Vous pouvez tous amener des amis pour montrer que vous vous sentez concernés. Après notre future victoire, il y aura au moins quelques députés de plus qui se soucieront des problèmes des **ressortissants chinois**⁵ [soulignement ajouté].

[42] M^{me} Kwan comprend les deux références aux « ressortissants chinois » comme signifiant les personnes dont la principale préoccupation politique est la Chine.

[43] Le 7 septembre 2021, les avocats du NPD ont déposé une plainte auprès du commissaire aux élections fédérales (CEF), alléguant que M. Kwok avait enfreint les règles électorales encadrant l'intervention d'un tiers⁶. En réponse, M. Kwok a indiqué que le coût du déjeuner s'élevait à 1 500 dollars. Cependant, en se basant sur les témoignages de certains participants concernant le nombre de tables, ainsi que sur l'estimation par le restaurant du coût par table d'un événement similaire tenu à la même période, M^{me} Kwan estime que le coût réel du déjeuner dépasse largement les 1 500 dollars mentionnés par M. Kwok.

[44] Peu après l'élection de 2021, M^{me} Kwan a communiqué avec le SCRS pour l'informer de l'incident impliquant M. Kwok. Elle s'est entretenue avec un représentant du SCRS le

⁵ JKW000076 (soulignement ajouté).

⁶ JKW000076.

8 octobre 2021 à ce sujet, et a notamment abordé ses préoccupations concernant le coût du déjeuner. À la lumière d'un reportage médiatique sur le transfert de fonds du consulat chinois de Toronto à des campagnes politiques, elle se demande si le consulat chinois de Vancouver ne gère pas une petite caisse noire pour financer des événements comme le déjeuner organisé par M. Kwok.

[45] Le 20 septembre 2022, le bureau de M^{me} Kwan a eu un nouveau suivi avec la GRC concernant l'incident impliquant Fred Kwok.

[46] Le 17 juillet 2023, la CEF a contacté M^{me} Kwan au sujet de problèmes potentiels d'ingérence étrangère, en mettant particulièrement l'accent sur les activités menées sur les médias sociaux. M^{me} Kwan a de nouveau évoqué l'incident impliquant Fred Kwok. La CEF a ensuite effectué un suivi auprès de son bureau le 20 juillet 2023.

[47] Le 10 août 2023, M^{me} Kwan a de nouveau envoyé une lettre à la CEF concernant l'incident impliquant Fred Kwok.

[48] Près de deux ans plus tard, M^{me} Kwan ne sait pas ce qu'il est advenu de la plainte déposée par le NPD auprès de la CEF.

8. Un impact durable

[49] M^{me} Kwan a déclaré qu'il était alarmant et troublant de savoir qu'elle continuerait à faire l'objet d'ingérence étrangère dans un avenir prévisible. Elle sait qu'il s'agit d'une façon d'essayer de la faire taire. Étant très fière d'être Canadienne et disposant d'une tribune en tant qu'élue, et elle ne se laissera pas réduire au silence.

[50] Plus que tout, elle craint pour sa famille. Ses parents sont âgés et s'inquiètent pour elle. Elle veut amener ses enfants en Chine pour leur montrer la maison ancestrale de leur grand-mère, mais elle craint pour leur sécurité. Elle s'inquiète également des voyages; elle s'enregistrera auprès d'Affaires mondiales Canada si elle et/ou ses enfants se rendent dans des pays ayant des liens étroits avec la Chine, et vérifiera si le pays où elle prévoit voyager a conclu un accord d'extradition avec la Chine, même si elle ne s'y trouve que pour une escale. On lui a demandé un jour de se rendre en Italie avec une délégation parlementaire officielle, mais elle a hésité parce que l'Italie a conclu un traité d'extradition avec la Chine. Elle a décidé d'y aller parce qu'elle voyagerait à titre officiel et qu'on lui a

assuré qu'elle serait en sécurité. Une fois qu'elle ne sera plus en politique, M^{me} Kwan affirme qu'elle sera moins protégée, et cela l'inquiète.